

Les écolos ont gagné : fin des vols Air France entre Bordeaux et Paris



Une pétition sur le net est en train de battre des records ; elle concerne Bordeaux et sa liaison aérienne avec Paris. Sur le net, les internautes se déchaînent pour demander la fin des vols entre Paris et Bordeaux. Pour des raisons écologiques, plus de 35 000 personnes ont signé pour la fin des vols Paris-Bordeaux assurés par Air France. On pétitionne pour la disparition de ce service. Un nombre incroyable, si on le rapporte aux voyageurs vers Paris ou à la population de la Métropole : 800 000 habitants. Cette mobilisation « bordelaise » fait suite aux déclarations unanimes des responsables des

collectivités locales : le président de la Région, Alain Rousset, socialiste, le président de Bordeaux Métropole, Patrick Bobet, républicain, le maire de Bordeaux, Macron compatible, et le maire de Mérignac, Alain Anziani, socialiste. Tous demandent le maintien des vols entre Paris et Bordeaux. Si les écolos se mobilisent, c'est pour faire pression sur eux.

L'État grand stratège

Bruno Le Maire a décidé un plan de soutien à Air France qui, sinon, fera faillite. 7 milliards d'euros de prêts mais assortis de conditions « écologiques », clientélisme électoral oblige. Parmi ces conditions, l'abandon de l'avion A380 soit une perte pour la compagnie de 500 millions d'euros et l'abandon des lignes intérieures qui ont une alternative TGV en moins de 2 h 30. Les vols vers Bordeaux, depuis Paris, seraient donc supprimés et « en même temps » la possibilité pour l'aéroport de Bordeaux d'offrir des vols internationaux avec escale à Paris. Comme la nature a horreur du vide, les concurrents d'Air France qui organisent des correspondances depuis d'autres grands aéroports comme Madrid, Londres, Lisbonne ou Bâle seront favorisés... Comme d'habitude, l'État français, grand stratège, décide d'aider non pas en simplifiant et en allégeant les contraintes bureaucratiques, mais au contraire, en compliquant les conditions de travail d'Air France, et, au passage, en augmentant la dette publique.

Le clientélisme écologique

Les élus locaux se mobilisent pour dénoncer cette mesure absurde. Pour une fois qu'ils s'opposent à une décision censée lutter contre le réchauffement climatique, nous devons les saluer, les encourager. Depuis des années, par clientélisme écologique, ils multiplient, chacun à leur niveau, les dépenses censées diminuer les émissions de CO2 : ils bloquent la circulation automobile (et provoquent des embouteillages épouvantables), bétonnent pour créer des pistes cyclables, ou pour poser des rails de transports en commun. Mais, cette fois, brusquement, ils veulent maintenir les navettes aériennes entre Bordeaux et Paris, qui lâchent tous les jours

des tonnes de CO2 dans l'atmosphère. Les avions crachent du CO2 comme des milliers de voitures. Où est la logique ?

Il y a une explication à ce revirement. Oui le transport aérien brûle des hydrocarbures et donc envoie dans l'atmosphère du CO2, mais les liaisons aériennes entre Mérignac et Paris sont une condition du maintien de nombreuses industries de pointes autour de l'aéroport de Mérignac... Thalès, Dassault, etc. sont les grands utilisateurs de l'avion. L'aéronautique, c'est leur gagne-pain et aussi leur outil de travail ! Ces techniciens, ces ingénieurs ont besoin de se déplacer, et leur temps est cher... Les obliger à rejoindre la gare (au milieu des embouteillages entretenus par la lutte contre la bagnole), puis attendre au milieu des racailles qui contrôlent le quartier, pour arriver à Paris dans le même environnement organisé par madame Hidalgo, c'est leur pourrir la vie. Ils choisiront rapidement de travailler ailleurs. Et par quoi remplacer ces entreprises de pointe, d'avenir ? Par des usines de montage de vélos, de fabrication de selles, ou de chambres à air pour bicyclettes ?

Bruno Le Maire choisit le déclin, par corruption électorale

Choisir de brider l'aéroport de Mérignac en obligeant les voyageurs à prendre le TGV (avec son accueil, ses grèves, son hygiène et sa sécurité...), c'est décider de la disparition de l'industrie à Bordeaux. Nos élus ont compris que les employés de ces entreprises et de leurs sous-traitants sont opposés à cette décision stupide de l'équipe Macron. Et ces milliers de familles sont aussi des électeurs. Voilà l'enjeu. Le calcul du maire de Bordeaux, c'est que ces voix perdues de ces milliers de personnes qui vivent de l'aéronautique ne seront pas compensées par le gain de voix écologistes. On en est là, dans ce pays où la corruption électorale règne. Bruno Le Maire se fout du déclin du pays par corruption électorale, et les maires de Bordeaux et de Mérignac s'opposent à ses décisions, mais également par corruption électorale.

Quand serons-nous débarrassés de ces baltringues ?

François Jay